

ENQUETE PUBLIQUE SUR

**Projet de plan de prévention des risques naturels d'inondation des Communes de
GHISONACCIA, PRUNELLI DI FIUMORBO et SERRA DI FIUMORBO**

Le présent document est destiné à Monsieur le Commissaire Enquêteur, concerne,

- Le terrain de camping U CASONE.

PREMIERE PARTIE :

Le dossier soumis à enquête publique, concerne donc, en particulier, le projet de PPRI, sur le territoire de la Commune de GHISONACCIA.

C'est sur le territoire de cette Commune qu'est situé le terrain de camping ci-dessus visé.

La Commune de GHISONACCIA a fait réaliser une étude comportant une analyse critique du dossier soumis à enquête publique, et notamment quant au contenu du projet de zonage, du projet de règlement, et quant à la méthodologie selon laquelle ce projet a été réalisé.

Il résulte notamment de cette analyse critique, les points suivants :

- Toute une série de remarques font apparaître que le dossier soumis à enquête publique, est insuffisant, quant à la justification d'éléments tout à fait essentiels, comme l'évènement de référence, la méthode de la simulation hydraulique, les hypothèses de la modélisation, le calage du modèle de simulation.
- D'autre part, cette note fait également apparaître des insuffisances quant au point des plus hautes eaux PHE, et quant à la concomitance de la pointe de crue du Fiumorbo avec les affluents.

L'ensemble des éléments ci-dessus constituent des points substantiels, au sens réglementaire du terme, d'un contenu de dossier de PPRI soumis à enquête publique.

Le terrain de camping ci-dessus visé, fait siennes les observations et arguments figurant dans l'analyse critique réalisée pour la Commune.

- DES LORS, IL EST DEMANDE A MONSIEUR LE COMMISSAIRE ENQUETEUR, SI TELLE EST SON APPRECIATION, DE BIEN VOULOIR EMETTRE DANS SON RAPPORT UN AVIS DEFAVORABLE, DU MOINS EN L'ETAT, AU PROJET DE PPRI, COMPTE TENU DES INSUFFISANCES, OMISSIONS, ET AUTRES DEFECTUOSITES DU CONTENU MEME DU PROJET DE PPRI SOUMIS A ENQUETE.

Le rapport d'HYDROLOGIK INGENIERIE, est annexé au présent document.

DEUXIEME PARTIE :

Selon la réglementation qui lui est applicable, un PPRI doit, en outre, définir des mesures de prévention de protection et de sauvegarde qui peuvent être prises par des collectivités publiques, ainsi que celle qui peuvent incomber aux particuliers.

Ce point est tout à fait essentiel, car malheureusement, on constate trop souvent, qu'un PPRI repose essentiellement, et parfois exclusivement, sur des interdictions.

DES LORS QU'IL EXISTE DES MESURES DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE, IL FAUT PRIVILEGIER DE TELLES MESURES, PAR RAPPORT A DES MESURES D'INTERDICTION.

Il convient, bien entendu,

- en fonction d'un aléa correctement analysé (confère ci-dessus),

et en fonction d'un enjeu, lui-même correctement analysé,

que le risque exactement défini, ne soit pas augmenté, tant au niveau de la sécurité des personnes, qu'en ce qui concerne la sécurité des biens.

Il en résulte donc, que par application de ce que l'on peut qualifier de principe de proportionnalité, et de principe de subsidiarité,

- dès lors qu'il existe une solution reposant sur tels ou tels aménagements, travaux, installations, qui peut être mise en œuvre, dans le cadre ci-dessus défini,

c'est cette solution qui doit être préférée à une mesure trop contraignante, d'interdiction totale ou partielle.

S'agissant de l'activité d'hôtellerie de plein air, et en particulier de l'activité de camping,

- un autre principe fondamental doit être pris en compte.

IL S'AGIT DU PRINCIPE DE SPÉCIFICITÉ.

En effet, les terrains de camping occupent des superficies parfois importantes, mais les hébergements que constituent les tentes, les caravanes, les RML, et les HLL, sont des installations particulières et qui reposent sur des définitions spécifiques.

Tous les hébergements, à l'exception des HLL, sont des objets mobiliers, les RML, par exemple constituant comme les caravanes, des véhicules légers de loisirs.

Les HLL (habitations légères de loisirs) sont des constructions, mais elles-mêmes spécifiques, car démontables ou transportables.

D'autre part, un terrain de camping comporte, bien entendu, un certain nombre de bâtiments et de constructions immobilières, ainsi que des aménagements ludiques ou d'agrément.

Mais, ces éléments immobiliers ou fixes, n'occupent qu'une superficie faible par rapport au périmètre d'ensemble des terrains.

CE PRINCIPE DE SPÉCIFICITÉ EST DE PLUS EN PLUS PRIS EN COMPTE DANS L'ELABORATION DES PPRI LES PLUS RECENTS.

S'agissant par exemple, du statut des RML (résidences mobiles de loisirs), il est maintenant admis par les services de l'Etat, qu'un dispositif, tel un ancrage, est parfaitement possible, y compris en zone rouge, évitant d'avoir à retirer chaque saison, les RML.

D'autre part, il est parfaitement admis, qu'en zone rouge, il puisse y avoir une extension périmétrale du terrain de camping, sans augmentation du risque, et sans augmentation de la capacité.

LA QUESTION DES TRAVAUX, AMENAGEMENTS.

C'EST DONC EN FONCTION DES PRINCIPES QUI ONT ETE CI-DESSUS RAPPELES, QUE LA QUESTION DES TRAVAUX, ET AMENAGEMENTS, AYANT POUR OBJECTIF DE PREVENIR LES RISQUES D'INONDABILITE, OU/ET DE DIMINUER LES IMPACTS DU RISQUES,

DOIVENT ETRE ANALYSES.

Il n'existe aucun texte législatif, ni réglementaire, qui, par principe, pose une interdiction de tels travaux, ouvrages ou aménagements, dès lors, bien entendu, que de tels travaux ou ouvrages pourraient être considérés valablement comme n'ayant pas d'incidence négative, et au contraire, comme ayant uniquement des conséquences favorables quant à la limitation du risque et de ses conséquences.

TROISIEME PARTIE :

EN FONCTION DE CES DIFFERENTS ELEMENTS, LES OBSERVATIONS SUIVANTES SONT PRESENTEES PORTANT SUR LE CONTENU DU PROJET DE REGLEMENT DES ZONES ROUGE, ET BLEU FONCE.

Il est rappelé que délimitation desdites zones, est impactée par l'analyse critique générale, quant à la méthodologie selon laquelle le PPRI a été établi.

En ce qui concerne la zone rouge, on constate qu'une extension périmétrale des terrains de camping, sans augmentation de capacité, n'est pas prévue.

Et ceci notamment au niveau de l'article 7.

De même, la mise en place de tout aménagement, installation, ne représentant aucune aggravation du risque, et ceci en tenant compte de la spécificité de l'activité et des hébergements.

On rappelle par exemple qu'en ce qui concerne les RML, même en zone rouge, il est parfaitement possible de permettre la mise en place de tels hébergements avec un dispositif technique particulier, si nécessaire.

AU NIVEAU DE L'AMENAGEMENT D'ENSEMBLE, D'UN TERRAIN DE CAMPING, MEME EN ZONE ROUGE,

LE PRINCIPE DOIT ETRE, BIEN ENTENDU, UNE INTERDICTION CONCERNANT TOUT PROJET QUI AGGRAVERAIT LE RISQUE,

- MAIS, UNE OUVERTURE A LA POSSIBILITE DE REALISER CERTAINS AMENAGEMENTS, TRAVAUX, ET OUVRAGES, DES LORS QU'ILS REMPLIRAIENT LA FONCTION DE PREVENTION, DE PROTECTION ET DE SAUVEGARDE QUI RELEVE DU CONTENU REGLEMENTAIRE D'UN PPRI.

En ce qui concerne la zone bleu foncé, il conviendrait, si telle est l'appréciation de Monsieur le Commissaire Enquêteur, que les dispositions de l'article 11 soient complétées.

Car, il faudrait viser de façon spécifique, les terrains de camping, afin de permettre effectivement l'ensemble des hébergements, extensions périmétrales, réalisation d'ouvrages et de travaux compatibles avec le risque,

et qui constitueraient la mise en œuvre des principes de proportionnalité, de subsidiarité, qui ont été rappelés ci-dessus.

De même, s'agissant des dispositions de l'article 13.

D'ailleurs, selon les dispositions de l'article 19, qui concerne les mesures de mitigation, on voit bien que dans ce cadre, ont été pris en compte, le principe de proportionnalité et le principe de subsidiarité.

Dès lors, par exemple, qu'un dispositif empêche la flottaison de tel ou tel objet mobilier, ce dispositif est considéré comme valable.

LE MEME PRINCIPE DEVRAIT ETRE APPLIQUE D'UNE FAÇON GENERALE, AUX HEBERGEMENTS, AUX EXTENSIONS PERIMETRALES SANS AUGMENTATION DE CAPACITE, ET AUX TRAVAUX ET OUVRAGES AYANT UNE FONCTION DE PREVENTION ET DE SAUVEGARDE.

QUATRIEME PARTIE :

PROJETS DE DEVELOPPEMENT DURABLE DU CAMPING U CASONE

Ce terrain de camping comporte une zone avec une piscine, un restaurant, un bar et une réception, un secteur sur lequel existent des bungalows, avec permis de construire remontant à environ 40 ans, avec également 4 habitations légères de loisirs, et 15 RML, et comporte également un secteur avec 100 emplacements, et 5 RML.

Les zones de refuge actuelles, ont été validées par la Commission de Sécurité, mais seraient situées, si le PPRI est approuvé, en zone rouge.

Il serait souhaitable, que le règlement du PPRI, permette l'aménagement d'une zone refuge en zone bleu foncé.

Ou alors, permettre que les clients du terrain de camping, puissent être dirigés vers le parking du SPAR.

IL CONVIENDRAIT EGALEMENT, QUE LE TERRAIN DE CAMPING PUISSE ETRE PLEINEMENT PRIS EN COMPTE DANS LE CADRE DU PPRI, ALORS MEME QUE CE TERRAIN DE CAMPING, SE SITUE AU NIVEAU DU PLU, EN ZONE NL.

Il est enfin souhaitable, qu'il soit possible, sur le secteur sur lequel existent, à l'heure actuelle, les bungalows ci-dessus visés, et qui est classé UCI au PLU, il y ait la possibilité de réaliser des constructions, mais uniquement en zone bleu clair.

S'agissant des habitations légères de loisirs, Madame SIMONI marque son accord, pour que, s'il existe à cet égard, telles ou telles prescriptions, il puisse y avoir implantation de telles habitations sur pilotis ou autre dispositif.

Enfin, Madame SIMONI souhaiterait qu'il soit possible d'accorder les 30 % en plus du bâti, de la zone bleu « non accolé » aux bâtiments existants.

Un plan du terrain de camping est annexé.

CINQUIEME PARTIE :

Sur le plan économique et social, il est bien entendu très clair, que l'activité touristique et de loisirs de camping, représente un facteur tout à fait fondamental, du développement durable territorial de la Commune de GHISONACCIA.

La fréquentation touristique est très forte, et au niveau des terrains de camping, ainsi que des villages de vacances et des hôtels, la Commune de GHISONACCIA perçoit environ chaque année, 200 000 euros de taxes de séjour.

S'agissant de l'emploi, les terrains de camping représentent également des agents économiques tout à fait essentiels à cet égard, qu'il s'agisse d'emplois permanents et d'emplois saisonniers.

PAR CONSEQUENT, DES LORS ENCORE UNE FOIS, QU'IL EXISTE DES SOLUTIONS D'AMENAGEMENTS, D'INSTALLATIONS, ET D'EQUIPEMENTS, QUI PERMETTENT, MEME EN ZONE ROUGE, DE FAIRE FACE AU RISQUE, IL FAUT PRIVILEGIER DE TELLES SOLUTIONS PAR RAPPORT A DES MESURES TROP GENERALES D'INTERDICTION OU TROP RESTRICTIVES.

CONCLUSION

Il est demandé à Monsieur le Commissaire Enquêteur, si telle est son appréciation, tout d'abord, d'émettre un avis défavorable, en l'état, au dossier d'enquête publique concernant le PPRI ci-dessus visé, en raison des insuffisances, lacunes, omissions sur des paramètres fondamentaux quant au contenu réglementaire d'un tel document.

D'autre part, et s'agissant des prescriptions en zone rouge, ainsi qu'en zone bleu foncé, il est demandé à Monsieur le Commissaire Enquêteur, si telle est son appréciation, d'émettre un avis favorable, pour le cas où le PPRI ferait l'objet d'un arrêté préfectoral de validation, aux propositions et observations contenues dans le présent document :

Il s'agirait d'autoriser, dès lors qu'il n'y a pas augmentation du risque, les projets, aménagements, installations, hébergements, et à la zone de refuge qui ont été présentés ci-dessus.

Différents articles concernant ces postes devraient donc être modifiés et adaptés.

Fait à Ghisonaccia, le

juillet 2017

Pièces jointes :

1) Document d'HYDROLOGIK INGENIERIE ;

2) Plan du terrain de camping ;

3) Plan du PPRI, soumis à enquête publique avec report sur ce plan du périmètre du terrain de camping.